Assemblée générale

Distr. générale
18 mai 2007
Français
Original : anglais

Soixante et unième session

Points 132 et 144 b) de l'ordre du jour

Aspects administratifs et budgétaires du financement des opérations de maintien de la paix des Nations Unies

Financement des Forces des Nations Unies chargées du maintien de la paix au Moyen-Orient : Force intérimaire des Nations Unies au Liban

Force intérimaire des Nations Unies au Liban : Rapport sur l'exécution du budget de l'exercice allant du 1^{er} juillet 2005 au 30 juin 2006 et projet de budget pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2007 au 30 juin 2008

Rapport du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires

	<i>Dollars É.-U.</i>
Crédits ouverts pour l'exercice 2005/06	94 252 900
Dépenses de l'exercice 2005/06	91 264 200
Solde inutilisé de l'exercice 2005/06	2 988 700
Crédits ouverts pour l'exercice 2006/07	496 615 500
État préliminaire des dépenses de l'exercice 2006/07	502 240 000 ^a
Solde inutilisé prévu pour l'exercice 2006/07	(5 625 000) ^a
Projet du Secrétaire général	713 586 800
Recommandation du Comité consultatif pour l'exercice 2007/08	713 586 800

^a Prévvision au 17 mai 2007 (voir annexe I).

I. Introduction

1. Le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires recommande à l'Assemblée générale d'approuver le projet de budget du Secrétaire général pour l'exercice budgétaire de la Force intérimaire des Nations Unies au Liban (FINUL) allant du 1^{er} juillet 2007 au 30 juin 2008.
2. Le Comité consultatif a déjà consigné dans son rapport général sur les aspects administratifs et budgétaires des opérations de maintien de la paix ses vues et recommandations concernant un certain nombre de questions transversales. Il aborde ici les questions, notamment financières, qui concernent plus particulièrement la FINUL.
3. On trouvera à la fin du présent rapport la liste des documents dont le Comité consultatif s'est servi aux fins de l'examen du financement de la FINUL.

II. Exécution du budget de l'exercice allant du 1^{er} juillet 2005 au 30 juin 2006

4. Dans sa résolution 59/307, l'Assemblée générale a ouvert au compte spécial de la FINUL un crédit d'un montant brut de 94 252 900 dollars (montant net : 89 537 200 dollars) aux fins du financement de la Force pendant la période du 1^{er} juillet 2005 au 30 juin 2006. La totalité de ce montant a été mise en recouvrement auprès des États Membres. Le montant brut des dépenses de l'exercice s'est élevé à 91 264 200 dollars (montant net : 87 185 700 dollars), chiffre inférieur de 2 988 700 dollars, soit 3,2 %, au montant des crédits ouverts (voir le résumé du document A/61/829).
5. Le solde inutilisé de 2 988 700 dollars est le résultat net des économies réalisées à certaines rubriques et des dépassements constatés à d'autres. Les principales sources d'économies ont été le niveau plus élevé que prévu des taux de vacance de postes du personnel recruté sur les plans national et international, par rapport aux hypothèses retenues lors de l'établissement du budget, et le fait que les dépenses opérationnelles d'achat de groupes électrogènes, de véhicules et de pièces de rechange ont été réduites. Le dépassement à la rubrique du personnel militaire s'explique surtout par le fait qu'il a fallu rapatrier une unité du génie alors que ce n'était ni prévu, ni inscrit au budget.
6. Les observations du Comité consultatif concernant tel ou tel objet de dépenses sont formulées plus loin à la faveur de l'examen du projet de budget pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2007 au 30 juin 2008.
7. Le Comité consultatif note que, dans sa résolution 61/264, l'Assemblée générale a prié le Secrétaire général de lui présenter à sa soixante-troisième session un rapport détaillé sur l'assurance maladie après la cessation de service. **En attendant que l'Assemblée prenne une décision sur la question, le Comité recommande que soient portés au crédit des États Membres la totalité des recettes diverses et des ajustements, soit 15 038 400 dollars, et une partie – 273 800 dollars – du solde inutilisé de la FINUL pour l'exercice 2005/06, qu'il avait été proposé d'affecter au financement du passif relatif à l'assurance maladie après la cessation de service.**

III. Information concernant l'exécution du budget de l'exercice en cours

8. Il a été indiqué au Comité consultatif que, depuis la création de la FINUL jusqu'au 31 mars 2007, 4 039,6 millions de dollars avaient été mis en recouvrement auprès des États Membres aux fins du financement de la Force. Les sommes versées avaient atteint au total 3 898,1 millions, laissant un solde impayé égal à 141,6 millions. Au 14 mai 2007, le solde de trésorerie de la Force s'élevait à 216,7 millions. Même déduction faite d'une réserve de fonctionnement de 74,9 millions pour trois mois, il restait encore 141,8 millions, ce qui permettait de verser, en mai 2007, de nouveaux remboursements aux pays fournissant des contingents.

9. Le Comité consultatif a également été informé que le remboursement des dépenses relatives aux contingents était à jour à fin février 2007 et que le solde dû aux pays s'élevait, le 31 mars 2007, à 15,8 millions de dollars. En ce qui concerne le matériel appartenant aux contingents, le Comité a appris qu'au 30 avril 2007, les dettes antérieures à fin décembre 2006 avaient été entièrement réglées aux pays dont les contingents étaient déjà déployés avant le renforcement de la FINUL, et le solde restant dû à ce titre s'élevait à 63,4 millions de dollars. À la même date, 20,5 millions avaient été versés depuis la création de la mission au titre de l'indemnisation en cas de décès ou d'invalidité; les engagements non réglés s'élevaient à 530 000 dollars, et une demande d'indemnisation était encore en suspens.

10. Il a été indiqué au Comité consultatif qu'au 30 avril 2007, les taux d'occupation des postes de la FINUL pour l'exercice en cours s'établissaient comme suit :

	<i>Effectif autorisé^a</i>	<i>Effectif prévu</i>	<i>Nombre de postes occupés</i>	<i>Nombre de postes vacants</i>	<i>Taux de vacance de postes (pourcentage)</i>
Militaires	15 000	13 210	13 260	1 740	11,6
Personnel recruté sur le plan international	406	263	249	157	38,7
Personnel recruté sur le plan national	696	584	418	278	39,9

^a Effectif autorisé le plus élevé.

11. Un état préliminaire des dépenses de l'exercice 2006/07, arrêté au 17 mai 2007, a été communiqué au Comité consultatif (voir annexe I). Le montant brut des dépenses s'élève à 375,7 millions de dollars (montant net : 372,5 millions), à comparer à un montant réparti qui s'élevait, à la même date, à 496,6 millions en chiffres bruts (montant net : 492 millions). Le montant total brut des dépenses de l'exercice devrait s'élever à 502,2 millions (montant net : 497,5 millions), y compris les dépenses qu'il est prévu d'engager entre le 18 mai et le 30 juin 2007, estimées à 126,5 millions. On aboutirait ainsi, en fin d'exercice, à un dépassement de 5,6 millions de dollars. Les renseignements les plus récents sur les dépenses prévues de l'exercice en cours devraient être communiqués à l'Assemblée générale.

IV. Projet de budget pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2007 au 30 juin 2008

A. Mandat et résultats prévus

12. Le mandat de la FINUL a été fixé par le Conseil de sécurité dans ses résolutions 425 (1978) et 426 (1978). Souhaitant compléter et renforcer la Force sur les plans des effectifs, du matériel, du mandat et du champ d'activité, le Conseil a décidé, dans sa résolution 1701 (2006), d'autoriser le relèvement de son effectif jusqu'à un maximum de 15 000 hommes. Il a aussi prorogé son mandat jusqu'au 31 août 2007 et décidé qu'outre le mandat qui lui était confié dans les résolutions susmentionnées, elle serait chargée, d'une part, de surveiller la cessation des hostilités, accompagnant et appuyant le déploiement des Forces armées libanaises au fur et à mesure qu'elles se déploieraient à travers le Sud-Liban et, d'autre part, d'aider le Gouvernement libanais à assurer ses frontières et autres points d'entrée sur le territoire.

B. Ressources nécessaires

1. Militaires

	<i>Effectif approuvé pour 2006/07</i>	<i>Effectif prévu pour 2007/08</i>	<i>Variation</i>
Contingents	15 000	15 000	–

13. Le montant brut des crédits demandés au titre du personnel militaire dans le projet de budget pour l'exercice 2007/08 s'élève à 375 536 200 dollars et représente une augmentation de 116 570 700 dollars, soit 45 %, par rapport au montant réparti pour le financement de l'exercice 2006/07 (258 965 500 dollars). L'augmentation tient au fait que les 14 382 membres des contingents seront en place pendant toute la durée de l'exercice, alors que pendant l'exercice 2006/07 le renforcement des effectifs s'est fait en plusieurs phases. Le montant prévu couvre le remboursement aux taux standard du coût des contingents et de leur matériel, les voyages au moment du déploiement, de la relève et du rapatriement, les permissions et les indemnités de subsistance journalières, les rations et le transport du fret. Vu que 13 260 membres des contingents étaient déployés au 30 avril 2007 (voir par. 10 ci-dessus), si la totalité des 14 382 hommes est déployée comme prévu d'ici au 1^{er} juillet, cela représentera une augmentation de 1 122 hommes en mai et juin. S'étant renseigné, le Comité consultatif a appris que l'effectif de 14 382 personnes ne serait peut-être pas au complet le 1^{er} juillet. Si c'est le cas, les dépenses seront inférieures au budget, mais il se peut aussi très bien que cette économie soit contrebalancée par des dépenses supplémentaires engagées plus tard dans l'exercice, si l'effectif était porté aux 15 000 hommes autorisés. **Compte tenu des explications données, le Comité consultatif ne recommande pas de réduire les crédits prévus au titre des contingents.**

14. Comme il est indiqué au paragraphe 33 du projet de budget (A/61/870 et Corr.1), les prévisions de dépenses comprennent un montant qui doit servir à verser une indemnité journalière de subsistance à 29 officiers d'état-major en poste au

Siège, dans la Cellule militaire stratégique. Alors qu'il examinait le projet de budget, le Comité consultatif a reçu un rapport du Secrétaire général sur l'examen approfondi de cette cellule (A/61/883), présenté comme suite à la résolution 61/250 B de l'Assemblée générale, en date du 2 avril 2007. **Ayant déjà indiqué qu'il considérait que le coût des services d'appui fournis par le Siège ne devait pas être imputé, même temporairement, sur les budgets des opérations de maintien de la paix (voir A/61/616, par. 13), le Comité estime que les dépenses concernant la Cellule militaire stratégique devraient à l'avenir être imputées sur le compte d'appui.**

2. Personnel civil

	<i>Effectif approuvé pour 2006/07</i>	<i>Effectif prévu pour 2007/08</i>	<i>Variation</i>
Personnel recruté sur le plan international	406	408	2
Personnel recruté sur le plan national ^a	696	869	173

^a Y compris administrateurs et agents des services généraux.

Vue d'ensemble

15. Le montant prévu au titre du personnel civil pour l'exercice 2007/08 s'élève à 107 479 100 dollars, marquant une augmentation de 71 183 600 dollars, soit 196,1 %. La première explication est le fait qu'on a appliqué un abattement de 10 % au titre des délais de recrutement, que le personnel soit recruté sur le plan national ou international, alors que des abattements plus élevés avaient été appliqués lors de l'établissement du budget de l'exercice 2006/07 (34 % pour le personnel recruté sur le plan international et 30 % pour le personnel recruté sur le plan national). À cela s'ajoute la transformation en postes permanents de 173 postes d'interprète financés au titre du personnel temporaire (autre que pour les réunions).

Recommandation concernant les postes

16. Un récapitulatif des modifications qu'il est proposé d'apporter à la FINUL pour l'exercice 2007/08 est donné à l'annexe II; on y voit notamment un certain nombre de postes redéployés ou reclassés. Le Secrétaire général a expliqué les changements, composante par composante, dans son rapport (A/61/870 et Corr.1). Le Comité consultatif note qu'à la rubrique direction exécutive et administration, la suppression de 11 postes au Bureau régional d'audit et de contrôle tient au transfert de ces postes au compte d'appui pour l'exercice 2007/08.

17. Le tableau d'effectifs proposé correspond à une augmentation nette de deux postes d'administrateur recruté sur le plan international (1 P-4 conseiller pour les questions de police et 1 P-5 adjoint du chef du Groupe des services d'appui intégrés) et à la transformation en postes permanents de 173 postes d'interprète financés au titre du personnel temporaire (autre que pour les réunions). Le Comité consultatif ne voit pas d'inconvénient à la création de ces deux postes et à la transformation des 173 autres en postes permanents.

3. Dépenses opérationnelles

(En dollars des États-Unis)

<i>Montant réparti pour 2006/07</i>	<i>Montant prévu pour 2007/08</i>	<i>Variation</i>
201 354 500	230 571 500	29 217 000

18. Le montant prévu des dépenses opérationnelles de l'exercice 2007/08 correspond à une augmentation de 29 217 000 dollars, soit 14,5 %, par rapport au montant réparti pour l'exercice 2006/07. Les principaux éléments qui entrent en jeu sont l'accroissement des besoins en matière de transport maritime, la flotte passant de 16 à 18 unités, en matière d'équipements et d'infrastructures, le quartier général de la Force devant être réaménagé, et en matière d'opérations aériennes, essentiellement à cause du déploiement de deux hélicoptères supplémentaires, ainsi que l'effet du déploiement complet de l'ensemble des contingents. Ces augmentations sont en partie compensées par des réductions aux rubriques des transports terrestres et des matériels informatique et de transmissions, le gros des achats ayant été fait au cours de l'exercice 2006/07.

19. En ce qui concerne les opérations navales, une explication de l'augmentation des dépenses prévues a été donnée au Comité consultatif. Les deux unités supplémentaires sont déjà dans la zone de la mission en tant qu'éléments nationaux de soutien logistique, et il est proposé de les faire figurer dans les prévisions budgétaires pour l'exercice 2007/08.

Personnel temporaire (autre que pour les réunions)

20. La baisse de 943 100 dollars, ramenant les dépenses à 1 940 700 dollars, tient essentiellement à la transformation de 173 postes en postes permanents d'agent des services généraux recruté sur le plan national. S'étant renseigné, le Comité consultatif a appris que les sommes prévues devaient permettre de financer quatre postes [1 D-2, 1 D-1 et 2 postes d'agent des services généraux (Autres classes)] dans la Cellule militaire stratégique, au Siège, pour un montant de 884 800 dollars (voir aussi par. 17 ci-dessus), et sept postes (1 P-5, 2 P-4, 1 P-2, 1 poste d'agent du Service mobile, 1 d'administrateur recruté sur le plan national et 1 d'agent des services généraux recruté sur le plan national) dans l'Équipe déontologie et discipline, pour un montant de 1 055 900 dollars.

Consultants

21. Ayant posé la question, le Comité consultatif a appris que le montant prévu de 461 400 dollars comprenait : a) 113 400 dollars pour les voyages, l'indemnité journalière de subsistance et les honoraires correspondant à trois mois de travail de deux consultants en systèmes d'information géographique ; et b) 348 000 dollars, en année pleine mais compte tenu d'un abattement de 30 % pour délais de recrutement, pour les voyages, l'indemnité journalière de subsistance et les honoraires de trois conseillers pour les questions de police spécialisés dans les problèmes de douanes et de frontières. **Le Comité estime qu'étant donné que les consultants ne font pas partie du personnel, l'application d'un abattement pour délais de recrutement est contraire, dans leur cas, à la pratique établie en matière budgétaire, selon laquelle ces dépenses sont normalement calculées sur la base des mois de travail.**

**Voyages effectués pour les besoins du service
(y compris aux fins de la formation)**

22. Comme il est indiqué dans le document budgétaire, l'augmentation de 56 000 dollars à la rubrique voyages s'explique principalement par les voyages que devront effectuer les nouvelles recrues pour recevoir une formation opérationnelle ou technique. **Le Comité consultatif compte bien qu'au fur et à mesure que le nombre de nouvelles recrues diminuera, ces dépenses évolueront dans le même sens. En outre, il recommande que ceux qui ont participé à un stage soient, autant qu'il sera pratiquement possible, chargés de partager les connaissances acquises avec leurs collègues de la FINUL.**

Projets à effet rapide

23. Un montant de 500 000 dollars est prévu pour des projets à effet rapide, en augmentation de 288 600 dollars, soit 136,5 %, par rapport au montant réparti pour l'exercice 2006/07. Comme il est indiqué dans le document budgétaire, les besoins de financement supplémentaires sont liés à la réalisation de projets visant à répondre à des besoins urgents concernant, au Sud-Liban, la remise en état d'infrastructures publiques et le rétablissement de services publics d'importance vitale. Le Comité consultatif a été informé, à sa demande, que la majorité de ces projets financés par la FINUL avaient été exécutés par des municipalités agissant en tant qu'agents de réalisation; la mission avait exécuté elle-même quelques projets pour lesquels des compétences spéciales en matière de génie avaient été demandées. **Le Comité sait que les projets à effet rapide sont utiles et rentables. Il pense cependant qu'à l'avenir le projet de budget devrait comporter une analyse des résultats obtenus.**

V. Conclusion

24. Les décisions que devra prendre l'Assemblée générale à propos du financement de la FINUL pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2005 au 30 juin 2006 sont indiquées au paragraphe 18 du rapport sur l'exécution du budget (A/61/829). **Le Comité consultatif recommande que le solde inutilisé de 2 988 700 dollars, ainsi que certaines recettes et certains ajustements dont le montant s'élève à 15 038 400 dollars pour l'exercice clos le 30 juin 2006, soient portés au crédit des États Membres selon une formule que fixera l'Assemblée générale (voir aussi par. 7 ci-dessus).**

25. Les décisions que l'Assemblée générale devra prendre à propos du financement de la FINUL pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2007 au 30 juin 2008 sont indiquées au paragraphe 50 du projet de budget (A/61/870 et Corr.1). **Le Comité consultatif recommande que, si le Conseil de sécurité décide de proroger le mandat de la FINUL au-delà du 31 août 2007, l'Assemblée générale ouvre un crédit d'un montant brut de 713 586 800 dollars aux fins du financement de la Force pendant l'exercice de 12 mois allant du 1^{er} juillet 2007 au 30 juin 2008.**

Documentation

- Rapport sur l'exécution du budget de la Force intérimaire des Nations Unies au Liban pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2005 au 30 juin 2006 (A/61/829)
- Budget de la Force intérimaire des Nations Unies au Liban pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2007 au 30 juin 2008 (A/61/870 et Corr.1)
- Rapport du Secrétaire général sur l'examen approfondi de la Cellule militaire stratégique (A/61/883)
- Rapport du Secrétaire général sur le financement de la Force intérimaire des Nations Unies au Liban pour la période allant du 1^{er} juillet 2006 au 31 mars 2007 (A/61/588)
- Rapport du Secrétaire général sur l'application de la résolution 1701 (2006) du Conseil de sécurité (S/2007/147)
- Rapport du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires sur le financement de la Force intérimaire des Nations Unies au Liban pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2006 au 30 juin 2007 (A/61/803)
- Résolutions 59/307, 60/278 et 61/250 A et B de l'Assemblée générale relatives au financement de la Force intérimaire des Nations Unies au Liban
- Résolution 61/264 de l'Assemblée générale sur les charges à payer au titre de l'assurance maladie après la cessation de service et le mode de financement proposé
- Résolutions 1614 (2005), 1655 (2006) et 1701 (2006) du Conseil de sécurité

Annexe I

Force intérimaire des Nations Unies au Liban : dépenses effectives et prévues de l'exercice allant du 1^{er} juillet 2006 au 30 juin 2007

(En dollars des États-Unis)

Catégorie et rubrique	1 ^{er} juillet 2006-17 mai 2007			18 mai 2007-30 juin 2007 (prévisions)	Totalité de l'exercice			Explications de l'écart
	Montant réparti (1)	Montant total des dépenses (2)	Solde inutilisé (3) = (1)-(2)	Dépenses (4)	Total des dépenses effectives et prévues et prévues (5) = (2)+(4)	Solde inutilisé prévu au 30 juin 2007 (6) = (1)-(5)	Écart en pourcentage (7) = (6)/(1)	
Personnels militaire et de police								
Observateurs militaires	-	-	-	-	-	-	-	Coûts moins élevés que prévu du transport et de la mise en place du fret et du matériel appartenant aux contingents
Contingents	258 966	222 142	36 824	27 700	249 842	9 124	3,5	
Police des Nations Unies	-	-	-	-	-	-	-	
Unités de police constituées	-	-	-	-	-	-	-	
Total partiel	258 966	222 142	36 824	27 700	249 842	9 124	3,5	
Personnel civil								
Personnel recruté sur le plan international	21 418	23 120	(1 702)	5 072	28 192	(6 774)	(31,6)	Recrutement plus rapide que prévu
Personnel recruté sur le plan national	14 878	13 268	1 609	3 294	16 562	(1 684)	(11,3)	Recrutement plus rapide que prévu
Volontaires des Nations Unies	-	-	-	-	-	-	-	
Total partiel	36 296	36 388	(93)	8 366	44 754	(8 459)	(23,3)	
Dépenses opérationnelles								
Personnel temporaire (autre que pour les réunions)	2 884	3 101	(217)	315	3 416	(532)	(18,5)	Recrutement plus rapide que prévu
Personnel fourni par des gouvernements	-	-	-	-	-	-	-	
Observateurs électoraux civils	-	-	-	-	-	-	-	

Catégorie et rubrique	1 ^{er} juillet 2006-17 mai 2007			18 mai 2007- 30 juin 2007 (prévisions)	Totalité de l'exercice			Explications de l'écart
	Montant réparti (1)	Montant total des dépenses (2)	Solde inutilisé (3) = (1)-(2)	Dépenses (4)	Total des dépenses effectives et prévues (5) = (2)+(4)	Solde inutilisé prévu au 30 juin 2007 (6) = (1)-(5)	Écart en pourcentage (7) = (6)/(1)	
Consultants	227	–	227	60	60	167	73,6	Retardement du recrutement de trois conseillers pour les questions de police
Voyages	703	638	65	65	703	(0)	(0,0)	
Équipements et infrastructures	76 388	63 806	12 582	16 830	80 636	(4 248)	(5,6)	
Transports terrestres	16 750	10 722	6 029	6 028	16 750	0	0,0	
Transports aériens	5 140	4 135	1 005	1 926	6 061	(921)	(17,9)	
Transports maritimes	53 134	1 982	51 152	51 152	53 134	(0)	(0,0)	
Transmissions	20 710	13 945	6 765	6 765	20 710	(0)	(0,0)	
Informatique	7 680	4 966	2 714	2 714	7 680	0	0,0	
Frais médicaux	5 019	3 963	1 056	3 097	7 060	(2 041)	(40,7)	Nécessité d'acheter immédiatement des fournitures en cas d'épidémie de grippe aviaire
Matériel spécial	3 719	3 549	170	39	3 588	131	3,5	Retardement du projet de détection de mines et de déminage
Fournitures, services et matériel divers	8 790	5 897	2 893	1 449	7 346	1 444	16,4	Dépenses inférieures aux prévisions aux rubriques demandes d'indemnisation, fret et matériel divers
Projets à effet rapide	211	500	(289)	–	500	(289)	(136,5)	
Total partiel	201 355	117 201	84 153	90 443	207 644	(6 289)	(3,1)	
Montant brut des dépenses	496 616	375 732	120 884	126 508	502 240	(5 625)	(1,1)	
Recettes provenant des contributions du personnel	4 583	3 255	–	–	4 698	(115)	(2,5)	
Montant net des dépenses	492 033	372 477	120 884	126 508	497 542	(5 509)	(1,1)	
Contributions volontaires en nature budgétisées	–	–	–	–	–	–	–	
Montant total à financer	496 616	375 732	120 884	126 508	502 240	(5 625)	(1,0)	

Annexe II

**Récapitulatif des modifications qu'il est proposé
d'apporter au tableau d'effectifs de la Force intérimaire
des Nations Unies au Liban pour l'exercice allant
du 1^{er} juillet 2007 au 30 juin 2008**

<i>Unité administrative</i>	<i>Nombre de postes</i>	<i>Classe</i>	<i>Titre</i>
Direction exécutive et administration			
Bureau régional d'audit et de contrôle	-1	P-5	Chef
	-3	P-4	2 auditeurs et 1 enquêteur
	-3	P-3	2 auditeurs et 1 enquêteur
	-2	GS (AC)	2 auditeurs assistants
	-2	GSN	2 assistants administratifs
Total partiel	-11		
Opérations			
Bureau de Beyrouth	+1	P-4	Conseiller pour les questions de police
Services d'appui			
Bureau du Chef des services de soutien intégré	+1	P-5	Chef adjoint
Section de la gestion des marchés	-1	P-5	Responsable en chef de la gestion des marchés
Section des services généraux	-1	P-4	Chef du Groupe du matériel appartenant aux contingents
	-1	P-3	Chef du Groupe de contrôle du matériel et des stocks
	-2	P-3	Administrateurs chargés du matériel appartenant aux contingents
	-7	SM	Assistants au contrôle du matériel et des stocks et à la gestion du matériel appartenant aux contingents
	-3	GS (AC)	Assistants au contrôle du matériel et des stocks
Section de la gestion du matériel	-12	GSN	Assistants
	+1	P-5	Chef de section
	+1	P-4	Chef du Groupe du matériel appartenant aux contingents
	+1	P-3	Chef du Groupe du contrôle du matériel et des stocks
	+2	P-3	Administrateurs chargés du matériel appartenant aux contingents

<i>Unité administrative</i>	<i>Nombre de postes</i>	<i>Classe</i>	<i>Titre</i>
	+7	SM	Assistants au contrôle du matériel et des stocks et à la gestion du matériel appartenant aux contingents
	+3	GS (AC)	Assistants à la gestion du matériel appartenant aux contingents
	+12	GSN	Assistants
Section du génie	-2	P-4	Ingénieurs de secteur
	+2	P-3	Ingénieurs de secteur
Bureaux administratifs de secteur	+173	GSN	Interprètes
Total	+174		

Note : P = administrateur; GS = agent des services généraux; AC = Autres classes;
GSN = agent des services généraux recruté sur le plan national.